

## Institut d'Études Européennes et Globales - Alliance Europa

### Enjeux prioritaires 2018-2020

#### *a) Enjeu 1 - Gouvernance et démocratie en Europe*

L'Europe est confrontée à une crise de la démocratie représentative, à toutes les échelles, européenne, nationale et locale. Les revendications nationalistes, la montée des populismes, l'affirmation de nouvelles radicalités nous interrogent sur l'avenir de notre modèle démocratique, de nos méthodes de gouvernance, sur la participation des citoyens au débat politique, sur la légitimité de nos institutions. L'avenir des institutions européennes et les formes de la relance de l'Europe sont particulièrement en débat à l'heure du Brexit et des séparatismes catalans ou écossais, notamment les modèles d'intégration différenciée et l'invention d'une véritable démocratie transnationale reposant sur des espaces publics interconnectés.

#### *b) Enjeu 2 - Mondialisations et souverainetés*

Les mondialisations contemporaines se caractérisent par l'intensification des échanges de toute nature (notamment économiques, politiques et culturels) accélérant les interdépendances au niveau planétaire et l'affirmation d'une société transnationale au-delà des frontières traditionnelles. L'Union européenne apparaît comme représentative de cette évolution, le symbole de la libre circulation, de la supranationalité, de l'ouverture commerciale, tandis que la crise économique, politique et sociale favoriserait des résistances au processus, notamment des demandes de protection dans le cadre national ou local. La coexistence entre une mondialisation souvent présentée comme inéluctable et le renforcement des souverainetés perçu comme une nécessité est au cœur des enjeux de l'Europe de demain. Quelles compétences et quelles politiques européennes pour répondre à ce défi ?

#### *c) Enjeu 3 - Protection de l'environnement et gouvernance du développement durable*

La protection de l'environnement s'est imposée comme un défi majeur pour la planète entière. Cette question et ses conséquences (la préservation de la biodiversité, la sécurité

alimentaire, la lutte contre le changement climatique, les inégalités socio-spatiales par exemple) ont fait l'objet de nombreuses actions et mobilisations nationales, internationales et transnationales où l'Union européenne, ses Etats et ses ONG ont joué un rôle important et souvent moteur, du Sommet de Rio à la COP 21. Dans ce cadre, les mutations qui s'imposent à nos sociétés se heurtent à de nombreuses résistances, économiques, sociales, culturelles. Quelles peuvent être les formes et les modalités des coopérations transnationales et européennes pour répondre à ces problèmes et quelles conséquences dans la gouvernance de nos territoires ?

#### *d) Enjeu 4 - Circulations, frontières et périphéries*

L'Europe s'est constituée dans son rapport à l'autre, dans sa capacité à se projeter dans le monde et dans la réception des influences extérieures. Après la décolonisation, les Etats européens ont conservé un rayonnement international important mais inégal (économique, stratégique, culturel) devenu à l'heure de la mondialisation un atout pour leur permettre d'être des acteurs majeurs à l'échelle globale. L'Europe conserve notamment des régions ultrapériphériques et ultramarines, des espaces maritimes immenses, mais aussi de nombreuses frontières et lieux de passage et de contrôle des hommes et des marchandises. Les conditions de la circulation entre l'Europe et le monde, notamment les tensions, les concurrences et les coopérations dans ses espaces maritimes et frontaliers sont des enjeux essentiels pour mesurer l'influence et l'attractivité de l'Union européenne.

#### *e) Enjeu 5 - L'Europe du numérique*

L'Union Européenne s'est saisie, avec retard, de la "révolution numérique" et de ses défis. Elle a ainsi enclenché une lutte contre les pratiques fiscales des GAFAM. Surtout, elle cherche à édifier un grand marché européen du numérique pour favoriser un accès de tous les européens aux services et biens numériques, développer les infrastructures et les innovations, en vue d'une économie européenne plus forte en termes d'industrie et d'emplois. Le projet d'une « société numérique inclusive » visant à instaurer la confiance dans le numérique et généraliser son appropriation par tous doit être interrogé à un moment où des résistances au numérique se font jour. Ses logiques économique (constituer des géants européens), juridique (étendre l'accès au droit, harmoniser les droits d'auteur, articuler protection et libre circulation), politique (gouvernance de ce chantier), sociale (réduire la fracture numérique en Europe)... sont autant d'entrées possibles de ce chantier.